

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Près d'un-e PE sur deux en grève ce 19 mars : une mobilisation réussie à amplifier

Ce mardi 19 mars avait lieu une journée de grève interprofessionnelle appelée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU. Cette journée portait sur des revendications interprofessionnelles de justice sociale, et dans la fonction publique contre la loi de transformation de l'État qui attaque les statuts de la fonction publique.

Cette journée a été suivie de manière très forte par les personnels de l'Éducation nationale, et en particulier par les professeur-e-s des écoles. En effet, les causes de mécontentement sont multiples : la multiplication des réformes du tri social qui touchent plus particulièrement le second degré, attaques contre les statuts, gel des salaires, mise en place forcée des évaluations nationales et plus récemment mise en œuvre au forcing de la loi Blanquer.

SUD éducation a voté contre la loi Blanquer en Conseil supérieur de l'éducation et appelle depuis le début à construire un mouvement d'ampleur pour obtenir l'abandon du projet de loi. En effet, celle-ci articule une vision réactionnaire de l'école (drapeaux français dans les classes) avec ses aspects les plus libéraux et managériaux. En particulier, l'introduction des Établissements publics des savoirs fondamentaux va aboutir à des fusions et disparitions d'écoles et prévoit le fait que les supérieurs hiérarchiques seront dorénavant les principaux-ales de collèges !

Dans différents départements, des Assemblées générales de grévistes envisagent des suites à donner aux mobilisation. SUD éducation soutient ces initiatives : c'est aux personnels qu'il appartient de décider eux et elles-mêmes de la conduite de la grève.

Une journée de grève isolée ne suffira pas à faire plier le gouvernement, chacun-e le sait : SUD éducation soutient donc tous les appels à reconduire la grève, partout sur le territoire.